REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL

DU 15 DECEMBRE 2016

ETAIENT PRESENTS : Mr Yannick NISON – Mme Annette LECOEUUVRE – Mme Joëlle DUFLOT – Mme Stéphanie DUSAUSSOIS – Mr Andy VERDIERE – Mr André DESMEDT – Mme Véronique WILLEMS – Mr Frédéric LARGILLIERE – Mr Richard DELACROIX – Mme Anne LARGILLER – Mr Jacques WOLFER – Mr Bruno BUEMI – Mme Catherine DERONNE – Mr Gaston AUBURSIN – Mme Carole MAYENCE – Mr Olivier LUTIN – Mme Nadine BONNET – Mr Jean Marc MOLLET.

ETAIENT ABSENTS : Mr Michel DELCROIX – Mme Muriel STIEVENARD – Mr Claude KUBICZEK – Mme Nathalie KAWCZYNSKI – MME Annie WAETERLOOS – Mr Franck VERDIERE – Mme Natacha LHEUREUX – Mr Claude DHONT – Mme Peggy MOREAU.

ONT DONNE PROCURATION : Mr Michel DELCROIX à Mr Bruno BUEMI – Mme Muriel STIEVENARD à Mme Véronique WILLEMS – Mr Claude KUBICZEK à Mr André DESMEDT – Mme Nathalie KAWCZYNSKI à Mr Andy VERDIERE – Mme Annie WAETERLOOS à Mme Joëlle DUFLOT.

APPROBATION DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 15 DECEMBRE 2016.

Le compte rendu de la réunion du conseil municipal en date du 15 décembre 2016 a été approuvé à l'unanimité.

BUDGET 2016 : DECISIONS MODIFICATIVES

Le conseil municipal, après délibération, autorise à l'unanimité les décisions modificatives au budget 2016 inscrites dans le tableau ci-joint.

Intervenant : Monsieur Olivier LUTUN demande si c'est la trésorerie qui demande de changer les affectations de compte.

Monsieur André DESMEDT confirme que c'est à la demande de la trésorerie et que ces changements restent au sein du même chapitre

Monsieur Olivier LUTUN demande si sur un compte il y a eu changement en raison de dépenses non prévues. Il lui est répondu par un exemple en dépenses d'électricité qui ont diminuées suite à la vigilance du chauffage des écoles notamment. Ce gain a été viré dans d'autres comptes. A titre d'exemple une dépense supplémentaire non prévue pour le bus.

Monsieur Olivier LUTUN demande pourquoi une baisse des dépenses en personnel titulaire. Il lui est répondu que suite à des arrêts longues maladies certains agents sont en demi-traitement.

Monsieur Gaston AUBURSIN rappelle qu'il n'y a toujours pas de note de synthèse.

Monsieur André DESMEDT précise que l'an dernier cela avait été fait, il ne voyait pas la nécessité de le refaire cette année car cela était fait sur la même base.

Madame Catherine DERONNE se refait préciser les transferts d'affectation et de désaffectation de plusieurs postes et en particuliers la subvention du voyage en ANGLETERRE

Monsieur André DESMEDT intervient précisant qu'il n'accepte pas les mensonges trouvés sur les réseaux sociaux. Il a été dit le 12 décembre 2016 à 22H13 qu'il n'y a pas eu de réponses par l'adjoint aux finances à l'intervention de Monsieur Jean Marc MOLLET sur la présentation du compte administratif 2015 et le budget primitif 2016.

Monsieur André DESMEDT s'était engagé en avril que les réponses seraient faites en mai. Ce qui a été fait le 26 mai en réunion du conseil.

Monsieur André DESMEDT, suite à ce rappel, précise qu'il est important de vérifier ses sources. Il n'est pas acceptable d'apporter de fausses informations.

Monsieur Gaston AUBURSIN rappelle qu'aucun conseiller n'est intervenu sur ce message qui était sur une page privée.

AGENDA D'ACCESSIBILITE PROGRAMMEE.

Monsieur le maire rappelle au conseil la loi N° 2005-102 du 11 février 2005 relative à « l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées » et son décret d'application N° 2006-555 du 17 mai 2006, prévoient que l'ensemble des établissements recevant du public (ERP) doivent satisfaire aux obligations minimales d'accessibilité conformément à l'article R111-19-8 du code de la construction et de l'habitation.

Pour ce faire, le décret N° 2009-500 du 30 avril 2009 précise que les ERP existants doivent faire l'objet à l'initiative du propriétaire ou de l'exploitant d'un diagnostic de leurs conditions d'accessibilité.

Monsieur le maire rappelle que le diagnostic doit être composé de l'état des lieux et du programme de réalisation des travaux de mise aux normes d'accessibilité.

Monsieur le maire demande au conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les diagnostics d'accessibilité des ERP réalisés par le bureau PYRAMIDE CONSEIL pour les bâtiments suivants : Ecole Primaire du Centre, Eglise, Ecole Maternelle du Centre, Ecole de Cataine, Centre Social, Bibliothèque, Salle des Sports, Salle des fêtes, salle de la gare, Ecole de Grand Bray, Mairie pour un montant estimé à 65 625 € HT.

Notre commune ayant pris un an de retard sur le dépôt de l'ad'ap, Monsieur le maire propose à l'assemblée un agenda programmé d'une durée de 5 ans, soit une période de 3 ans et une période de 2 ans comme suit :

N° ERP	ERP	Date prévisionnelle de début de la 1ère action de mise en accessibilité de l'ERP	Date prévisionnelle de fin de la dernière action de mise en accessibilité de l'ERP
1	Ecole Primaire du Centre	2020	2020
2	Eglise	2017	2017
3	Ecole Maternelle du Centre	2020	2020
4	Ecole de Cataine	2020	2020
5	Centre Social	2021	2021
6	Bibliothèque	2018	2018

7	Salle des Sports	2017	2017
8	Salle des Fêtes	2018	2018
9	Salle de la Gare	2019	2019
10	Ecole de Grand Bray	2020	2020
11	Mairie	2017	2017

Après en avoir délibéré, le conseil municipal,

Décide d'approuver les diagnostics d'accessibilité des ERP fournis par le bureau d'étude PYRAMIDE CONSEIL ainsi que la mise en place de l'agenda d'accessibilité programmée sur une période de 5 ans.

Intervenant : Monsieur Andy VERDIERE rappelle que nous avons dû déposer notre agenda programmé. Il s'agit d'un état des lieux des travaux à réaliser dans les 3 à 6 ans pour rendre accessible les bâtiments communaux. Lecture et explications sont donnés par Monsieur Andy VERDIERE ;

Madame Catherine DERONNE demande comment l'accès de l'église est envisagé. Monsieur Andy VERDIERE précise que suite aux derniers assouplissements de la loi, la main courante le long des marches de l'église sera prolongée, c'est le même principe pour l'accès arrière de la mairie, avec en plus pose d'une sonnette.

Pour les coûts estimatifs, Monsieur Andy VERDIERE rappelle que certains travaux seront effectués par notre personnel communal, donc moins coûteux que l'estimation.

Monsieur Olivier LUTUN s'est fait confirmer que les dépenses pour les écoles sont prévues dans l'estimation.

ADHESION DE LA COMMUNE D'EMERCHICOURT A LA CAPH :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les délibérations du conseil municipal d'EMERCHICOURT n° 2011/02/17 et n° 2015/01/01 en date des 22 juillet 2011 et 16 janvier 2015, demandant l'adhésion de la commune à la communauté d'agglomération de la Porte du Hainaut et son retrait de la communauté de communes Cœur d'Ostrevant.

Vu les délibérations du conseil communautaire de la CAPH n° 237/11 et 289/15 en date des 26 septembre 2011 et 9 février 2015 favorables à l'adhésion de la commune d'EMERCHICOURT à la CAPH.

Vu le schéma départemental de coopération intercommunale adopté le 30 mars 2016 confirmant l'avis favorable émis le 23 octobre 2015 en réunion plénière de la commission départementale de la coopération intercommunale pour l'adhésion d'EMERCHICOURT à la CAPH tout en indiquant que cette modification de périmètre serait traitée hors révision du schéma.

Aujourd'hui, la commune d'EMERCHICOURT réaffirme fortement son souhait de rejoindre la communauté d'agglomération de la Porte du Hainaut.

Cependant, la CAPH n'a toujours pas reçu l'arrêté préfectoral actant l'opération de retrait-adhésion de la commune d'EMERCHICOURT et par conséquent, ne peut délibérer sur la transformation de son périmètre issue de l'adhésion future d'EMERCHICOURT.

Néanmoins, pour accompagner symboliquement ce processus de retrait-adhésion, le bureau communautaire en date du 7 novembre 2016 a réaffirmé à l'unanimité son souhait d'intégrer la commune d'EMERCHICOURT et a proposé à chaque maire de conforter cette volonté.

Ceci exposé, il est proposé au conseil municipal de donner son accord à l'adhésion de la commune d'EMERCHICOURT à la communauté d'agglomération de la Porte du Hainaut.

Le conseil municipal, après délibération, donne un avis favorable à l'adhésion de la commune d'EMERCHICOURT à la communauté d'agglomération de la Porte du Hainaut.

Intervenant : Monsieur Gaston AUBURSIN demande l'avis du maire en tant que vice-président de la CAPH.

CAPH : PROGRAMME LOCALE DE L'HABITAT 2017-2022 :

Monsieur le maire présente le projet local de l'habitat 2017-2022 arrêté en conseil communautaire le 7 novembre 2016. Les points à retenir dans le projet avait été joint pour information.

Monsieur le maire précise que le PLU devrait être modifié à l'avenir pour notamment désenclaver la rue du 8 mai avec un prolongement jusqu'à la maison de retraite.

Le conseil municipal donne un avis favorable au projet local de l'habitat 201762022, mais s'interroge sur le déficit des logements sociaux

Intervenant : Monsieur Gaston AUBUSSIN précise qu'il sera nécessaire de prolonger, et trouve regrettable d'une manière plus générale que nous n'aurons plus rien à dire vis-à-vis du PLUI qui est transféré à la CAPH. Il lui est répondu que toute modification du PLUI sera décidée par le conseil municipal, la CAPH aura un droit de regard lors des modifications.

Monsieur Gaston AUBURSIN précise que, pour le retard en logements sociaux, ce sera une course sans fin car à chaque programme de construction une petite part est destinée à ces logements

Monsieur Olivier LUTUN demande ce qu'il y a de concret pour nous vis-à-vis de ce programme. Monsieur le maire rappelle que nous n'avons pas de terrain.

CENTRE AQUATIQUE – SUBVENTION 2015 (25%) :

Monsieur le maire rappelle à l'assemblée que les modalités de paiement concernant le fonctionnement du centre aquatique étaient réparties de la façon suivante :

75 % à verser dans l'année

25 % restant à verser après présentation du compte de résultat

En 2015, la subvention versée au Centre Aquatique était de 25 130 €

75 % pour l'année 2015 : 18 848 €

25 % solde de 2014 : 6 282 €

Vu le nouveau contrat signé par délibération en date du 3 décembre 2015, une subvention de 15 231 € a été voté au budget 2016 pour la participation de sujétion de service public.

L'accueil des scolaires pour l'apprentissage de la natation et le transport ont été inscrits aux comptes 611 et 6247.

Il informe l'assemblée qu'il faudrait inscrire au budget 2016 les 25 % concernant le solde de 2015 soit 6 283 €.

Le conseil municipal, après délibération, autorise de verser les 25 % du solde de 2015 soit 6 283 €.

DEFENSE DES INTERETS DE LA COMMUNE D'HASNON DANS LA REQUETE
INTRODUCTIVE D'INSTANCE DEPOSEE LE 17/10/2016 DEVANT LE TRIBUNAL
ADMINISTRATIF DE LILLE :

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2121-29

Considérant que par requête en date du 17 octobre 2016, Monsieur COUTEAU Rudy a déposé devant le tribunal administratif de LILLE un recours visant à l'annulation de l'arrêté du 29 juin 2016 accordant un permis de construire pour un car port sur la parcelle AN 191 appartenant à Madame BRASSART.

Considérant qu'il importe d'autoriser Monsieur le Maire à défendre les intérêts de la ville dans cette affaire,

Le conseil municipal autorise Monsieur le Maire à défendre la commune dans la requête tendant à obtenir l'annulation de l'arrêté du 29 juin 2016 et désigne Maître Pierre BROSSARD – avocat à LEX PUBLICA, société d'avocats pour représenter la commune dans cette instance. Ladite société d'avocats a été désignée par la société CIVIS auprès de laquelle la commune bénéficie d'un contrat de protection juridique.

Intervenant : Monsieur Gaston AUBURSIN regrette que nous en soyons arrivés là, étant donné qu'un des interlocuteurs à l'antériorité du permis. Le second a décidé de gêner le premier. Il est dommage qu'au final la commune doit régler une partie des frais d'avocat.

QUESTIONS DU GROUPE « AGIR ENSEMBLE AUTREMENT »

Monsieur le maire précise que les questions sont arrivées hors délai et propose tout de même d'y répondre.

- 1) Cela fait plus de 4 mois que le site de la mairie ne fonctionne plus. Nous sommes les seuls dans ce cas, même les petites communes de notre arrondissement ont un site qui fonctionne bien. Pouvons-nous avoir une date de remise en route de notre site :

Il est prévu une remise en service en Janvier 2017. Monsieur Gaston AUBURSIN s'étonne qu'il ait fallu 5 mois.

Monsieur Jacques WOLFER précise qu'il fait lui-même la remise en service et que cela prend du temps. Une société coûterait plus cher à la commune.

- 2) Nous avons voté en 2015 et 2016 la construction d'un « club house » pour notre équipe de football. Nous sommes fin décembre 2016 et il n'y a même pas un commencement d'exécution des travaux : Devons-nous y voir une volonté délibérée ou simplement un manque de moyens

Un estimatif a été fait par l'architecte qui semble au-dessus des devis proposés par l'artisan. Un nouvel architecte a été appelé pour revoir l'estimatif. L'objectif reste d'engager et terminer les travaux en 2017. Monsieur Jean Marc MOLLET précise qu'il aurait mieux valu garder le 1^{er} projet côté tribune. Messieurs Andy VERDIERE et Bruno BUEMI lui rappellent que ces différents points ont été évoqués en réunion de la commission des travaux.

- 3) Dans certaines rue d'HASNON, les poubelles sont dehors en permanence et gênent la circulation sur les trottoirs. Dans certains cas, ceci est dû au fait que les HASNONAIS n'ont pas la place à l'intérieur de leur domicile, pour stocker ces grands containers. Pourquoi ne pas envisager comme dans certaines villes assez proches de grands sacs poubelles qui seraient sortis qu'aux jours de ramassage.

Monsieur le maire informe l'assemblée que les ordures ménagères

sont gérées par la CAPH et que les camions de ramassage ne sont pas adaptés pour les sacs poubelles. Si la commune demande la formule des sacs poubelles, elle devra être faite pour toute la population d'HASNON avec changement de camions. Je ne crois pas que la demande sera acceptée pour une minorité.

Il informe l'assemblée que dans certaines communes, il est interdit de laisser les poubelles sur les trottoirs sous peine d'amendes. Il demande à la population de faire son possible pour rentrer leurs poubelles